

nir en une seule toute les demandes de fonds qui nous sont faites, non seulement par des gens de l'extérieur, mais précisément par ceux qui sont toujours les premiers à blâmer le Gouvernement qui ne réduit pas suffisamment la dépense, à ce qu'ils disent,—et je parle aussi des membres de la Chambre des communes,— nous ajouterions chaque année plusieurs millions à la dette nationale de notre pays. L'estimation la plus juste que nous pourrions obtenir du chiffre probable que rapporteront les impôts pourrait nous être fournie par ceux qui sont dans le service depuis longtemps et qui ont servi consciencieusement leur pays, des hommes qui possèdent une expérience vieille de plusieurs années; mais le fonctionnaire le plus dévoué et le plus sincère ministre des Finances ne sont pas des prophètes. Il ne peuvent pas prévoir les événements futurs et prédire ce qui se produira. Mon honorable ami veut savoir combien rapporteront les impôts? Nous croyons qu'ils rapporteront en tout environ 57 millions de dollars, mais ce chiffre peut varier, car il y a déjà eu des variations.

M. McINTOSH: Cela comprend les 20 millions sur le sucre?

L'hon. M. RHODES: J'ai donné le chiffre que nous croyions devoir encaisser au moment où le budget a été présenté à la Chambre.

Je vais maintenant parler de la taxe sur le sucre. Je sais que ce n'est pas une mesure bien populaire; du reste, les taxes ne le sont jamais. Ce qui me frappe chaque jour de plus en plus, c'est le fait que les habitants de notre pays se rendent compte que le Gouvernement doit obtenir des recettes plus considérables. Quoi qu'il en soit, voici ce qu'invariablement nous entendons répéter: "Nous savons qu'il vous faut prélever de nouvelles taxes, mais vous devriez les faire payer par d'autres,—non pas par nous." La plupart des télégrammes que je reçois et aussi un grand nombre des lettres qui m'arrivent commencent par ces mots,—je pourrais presque les lire les yeux fermés: "Nous savons bien que vous avez besoin de nouvelles sources de revenu, mais prélevez cela sur d'autres que sur nous." La taxe sur le sucre ne sera pas populaire; je m'en rends compte. Elle ne le sera même pas au point de vue politique. De fait, nous allons l'admettre tout de suite. Mais cette taxe servira à établir un point important. Elle fera comprendre à nos gens que les fonds que le Gouvernement peut dépenser sont ceux du peuple, et que les deniers qui tombent dans le trésor de l'Etat sont ceux que lui confient les habitants du Canada. Le trésorier d'un pays n'a que deux sources de revenu à sa disposition: la première est constituée par les

taxes que les habitants versent eux-mêmes, et l'autre représente les emprunts sur lesquels le peuple doit encore payer l'intérêt par de nouvelles taxes. Je pense que l'un des bons résultats de la taxe sur le sucre sera de faire comprendre à nos gens que, s'ils veulent à tout prix que le Gouvernement dépense davantage, ils doivent se résigner à en payer le coût.

L'hon. M. LAPOINTE: Oui.

L'hon. M. RHODES: L'honorable député de Québec-Est le comprend, mais non pas le public; c'est ce qui est renversant. Je pense à deux vœux que m'a adressés la chambre de commerce d'une de nos villes canadiennes. Le premier appuie la demande qu'a faite la Chambre de commerce canadienne pour la réduction des dépenses; le second, s'il vous plaît, nous demande d'allonger la liste des produits auxquels doit s'appliquer le fonds de stabilisation et cela coûterait au pays plusieurs millions de dollars chaque année. Cette façon de voir est plus ou moins commune, non seulement chez les particuliers, mais dans les organisations. Les gens semblent penser,—du moins quelques-uns,—que le Gouvernement est une chose à part, que nous avons une sorte de corne d'abondance que nous pouvons renverser et d'où les dollars s'échapperont. Or ils commencent à comprendre aujourd'hui, avec la taxe sur le sucre, que l'argent que nous dépensons est celui qu'ils nous fournissent. Je crois qu'à la fin du compte cette même taxe aura un bon effet sur nos gens, car cela leur fera comprendre que ce n'est que leur argent que nous dépensons. Par suite de cette taxe et parce qu'ils auront compris la chose, je suis sûr qu'ils réclameront moins, non seulement du gouvernement fédéral,—je ne parle pas du ministère actuel, mais du gouvernement en général,—mais aussi des autorités provinciales et municipales. On ne nous demandera pas de nous lancer dans d'aussi grandes dépenses et les gens coopéreront avec nous, si bien que nous pourrons vivre dans la limite de nos moyens. Plus vite on le fera, mieux ce sera pour tous les intéressés.

M. MacLEAN: Juste un mot en réponse à mon honorable ami: ses remarques semblaient s'adresser à ce coin-ci de la Chambre. Il a commencé par nous dire que les embarras du Gouvernement étaient dus surtout à l'état des chemins de fer canadiens. Personne ne devrait comprendre mieux que le ministre des Finances que la politique du Gouvernement a beaucoup contribué à créer cet état de choses.

Quelques VOIX: Oh, oh!

D'autres VOIX: Quelle blague!

[L'hon. M. Rhodes.]